

Les « Versaillais » sont de retour !

mercredi 24 juin 2009, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juin 2009).

Sarkozy s'est adressé aux parlementaires, réunis en Congrès, et à l'ensemble de la presse, dans le faste, à Versailles.

Le dernier à l'avoir fait fut le conservateur Adolphe Thiers, en 1875, passé à la postérité pour avoir écrasé la Commune lors de la semaine sanglante. Nous refaisant le même coup qu'en 2007, lors de la présidentielle, Sarkozy l'usurpateur a fait référence, dans son discours, au projet du Conseil national de la Résistance.

Dans une longue litanie démagogique, il s'est employé à faire croire qu'il comprenait ceux et celles qui souffraient de la crise, que « l'économie doit être au service de l'Homme ». Avec de faux accents de modestie, et en associant – par ailleurs à juste titre – la gauche à la droite, dans le bilan désastreux de ces 30 dernières années, le président a humblement reconnu qu'a été faite « une part trop belle au capital financier ». Voilà toujours et encore la même rhétorique, les vilains capitalistes financiers seront punis, et le capitalisme industriel, celui des courageux entrepreneurs, est valorisé ! Surtout, il ne suffit pas de remettre en cause les fauteurs de crise, « c'est aussi le moment ou jamais de nous remettre en cause nous-mêmes ». Entendez par là qu'il faut accepter sans broncher tous les mauvais coups passés, présents et futurs...

Sarkozy a fait semblant de s'apitoyer sur le sort des jeunes qui n'obtiennent pas de diplômes, alors que sa politique détruit l'école, de la maternelle à l'université ; sur celui des prisonniers, alors que les conditions de détention sont terribles et la répression l'unique politique du pouvoir ; sur celui des salariés licenciés alors que le pouvoir n'a servi que les banques et les grands patrons.

Donc pas de surprise dans les annonces : Sarkozy justifie toutes les décisions imposées et il compte poursuivre plus que jamais sa politique destructrice. Toutes les mesures annoncées vont dans le sens d'une accélération des mesures antisociales et liberticides : il confirme la volonté d'allonger l'âge de départ à la retraite, la règle du non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite dans la fonction publique, la même politique fiscale en faveur des plus riches et du patronat (suppression de la taxe professionnelle), la volonté d'imposer la loi Hadopi.

Dans l'adresse présidentielle, la liberté est en bonne place... aux côtés de la sécurité et de la nécessité de construire de nouvelles prisons !

Le chef de l'Etat annonce la couleur sans ambages : pour lutter contre le déficit, il faut réduire « le mauvais déficit » celui qui serait imputable à une mauvaise gestion des dépenses ; une solution la poursuite de la cure d'amaigrissement dans les services publics. Quant au déficit dû à la crise (les milliards aux banques), il serait incontournable.

Pour les travailleurs, des propositions seront faites aux partenaires sociaux. Elles seront au mieux floues, au pire allant toujours dans le sens de la précarité (« mesures massives en faveur de l'activité partielle, étendre encore le contrat de transition professionnelle »). Quelques miettes seraient peut être concédées sur la pénibilité au travail.

La conclusion est limpide, Sarkozy ne reculera sur rien : « réforme » des retraites, des collectivités

locales, taxe carbone, etc. Si on le laisse faire.

Dès maintenant, pour la rentrée, il faut organiser la riposte du monde du travail et de la jeunesse. C'est la responsabilité de toute la gauche politique, syndicale et sociale.

Les Versaillais passent à l'attaque, réveillons l'esprit de la Commune !